

# ATLS – Congès de formation professionnelle 2026



La [note de service concernant la possibilité de déposer une demande de congé de formation professionnelle pour la rentrée 2026](#) vient de sortir

Ces dispositifs permettent respectivement d'étendre votre formation personnelle tout en conservant votre statut de fonctionnaire.

La transmission des dossiers doit intervenir au plus tard le vendredi 6 février 2026.

Le nombre de congés de formation professionnelle susceptibles d'être accordés aux agent·es titulaires de l'enseignement technique agricole public (rémunéré·es sur le programme 143) est de 6.

## **Conditions d'éligibilité**

Chaque candidat·e doit remplir les conditions suivantes :

- être fonctionnaire titulaire et appartenir à un corps relevant du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
- justifier d'au moins trois années à temps plein de services effectifs dans l'administration au 1er septembre 2026.

**Certain·es agent·es peuvent bénéficier d'un accès prioritaire au congé de formation professionnelle :**

- agent·e en situation de handicap bénéficiaire de l'obligation d'emploi (BOE) ;
- agent·e particulièrement exposé·e, compte tenu de sa situation professionnelle individuelle, à un risque d'usure professionnelle, après avis du médecin du travail.

Le·la fonctionnaire qui bénéficie d'un congé de formation professionnelle perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85 % du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice qu'il·elle détient au moment de sa mise en congé. Le montant de cette indemnité ne peut toutefois excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650. Cette indemnité est versée pendant une durée limitée à douze mois.

Pour les agent·es en situation de handicap (BOE) ou exposé·es à un risque d'usure professionnelle, la durée de versement de l'indemnité est portée à deux ans selon les modalités suivantes :

- les douze premiers mois : indemnité égale à 100 % du traitement indiciaire brut et de l'indemnité de résidence,
- les douze mois suivants : indemnité égale à 85 % du traitement indiciaire brut et de l'indemnité de résidence.

Si une demande de congé de formation professionnelle présentée par un·e fonctionnaire a déjà été refusée deux fois, l'autorité compétente ne peut prononcer un troisième rejet qu'après avis de la commission administrative paritaire.

N'hésitez pas à nous contacter si vous êtes dans cette situation pour que l'on vous accompagne dans votre recours auprès de la [CAP](#) compétente !

À l'issue du congé, le·la bénéficiaire est réintégré·e sur le poste occupé antérieurement ou, le cas échéant, sur le poste qu'il·elle aura obtenu dans le cadre de sa participation à une campagne de mobilité.

N'hésitez pas à nous contacter en cas de besoin : [atls@snetap-fsu.fr](mailto:atls@snetap-fsu.fr)

Vos élu·es et représentant·es de l'Élan commun